

Madagascar : 31 (ex)-ministres sans Premier ministre et un Premier ministre sans ministre.

24heures.mg : Edito - Kasay Mahitsy - 28/11/09

C'est la situation gouvernementale ubuesque de Madagascar en ce début difficile de transition, version Maputo additionné de la collégialité d'Addis-Abeba. Mais Ubu n'étant pas malgache, nous dirons comme Christine Razanamahasoa, (ex)ministre de la Justice que *"la situation est exceptionnelle"*, vraiment très exceptionnelle. Comme en témoigne la mascarade du conseil des ministres de jeudi 26 novembre : un conseil des ex-ministres en l'absence volontaire et significative du premier ministre. D'un coté donc, 31 ministres ou ex-ministres de la HAT, selon votre mouvance, de l'ancien gouvernement de l'ex-premier ministre Monja Roindefo qui a effectué, le 13 novembre la passation de pouvoirs avec le premier ministre de consensus Eugène Mangalaza.



Habituellement, dans le monde entier et en particulier à Madagascar, l'existence d'un gouvernement donc de ses ministres est liée à celle de son premier ministre. Un gouvernement est composé d'un premier ministre et de ministres, nous avons ici des ministres amputés de leur premier ministre et un premier ministre sans aucun ministre sous ses ordres. Chaque entité travaillant séparément.

Mais voilà donc, situation exceptionnelle, que des ministres HAT continuent d'exister et d'exercer leurs pouvoirs sous les ordres du président de la transition après l'abrogation de leur premier ministre. La question de la légalité de la situation actuelle est donc posée : les (ex)-ministres HAT sont-ils encore ministres ?

L'ex-premier ministre Monja Roindefo

Pour tenter de répondre à la question nous aurons recours aux seuls textes en vigueur pour la transition c'est à dire les accords de Maputo et l'acte additionnel d'Addis-Abeba.

La signature consensuelle de ces accords a nommé un premier ministre, Eugène Mangalaza, et un gouvernement d'Union Nationale et donc *"de facto"* abrogé Monja Roindefo et son gouvernement. Il faudrait préciser : et ainsi abroger de *"facto"* son gouvernement et les ministres.

Ainsi les ministres du gouvernement Monja Roindefo 2 sont des ex-ministres, car dépourvu de tous pouvoirs du fait de la signature des accords et de l'abrogation, par les accords, de la nomination de leur premier ministre. L'autre fait à retenir est le passage du régime de la HAT au régime collégial de transition, instauré par les accords, qui confirme donc le changement de gouvernement et donc de ministres.



Le premier ministre de consensus Eugène Mangalaza

Cependant Andry Rajoelina, président de la Transition, annonçant la continuité des actions des ministres HAT en attendant le prochain gouvernement, met la République Malgache dans une situation exceptionnelle voir anticonstitutionnelle (aux termes de la charte de Maputo). Situation paradoxale car les accords devaient amorcer le retour à la constitutionnalité et force est de constater qu'il n'en est rien du fait de l'initiative présidentielle.

La HAT est morte et enterrée, le chef du gouvernement a été limogé, il devait en être de même pour les ministres de la HAT qui n'existent plus. Dans aucun pays de ce monde, il existe de Président qui donne directement des ordres au gouvernement, à la place de son premier ministre.

Car s'il ne s'agit que de garantir la continuité de l'État, l'option du premier ministre Eugène Mangalaza qui consiste à travailler avec les secrétaires généraux des ministères est l'option constitutionnelle, en attendant que soit effectivement nommé son gouvernement.

Alors qu'en est-il de la situation juridique des ex-ministres exerçant, actuellement, la fonction ou parodant avec le titre de ministre ? La question de l'usurpation de fonction se pose tandis que les actes, que les ministres émettent, pourraient être frappés de nullité. *"Les décisions prises au sein de ce conseil de ministres irrégulièrement convoqué et composé, sont illégales et inopérantes"*, a déclaré le co-président Fetison Rakoto Andrianirina dans un communiqué après son refus justifié d'assister au *"conseil des ministres"*

Sur le plan politique, on comprend la réticence du président de la transition à vouloir conserver avec ses futurs ex-ministres *"kleenex"*, une base politique qu'il a de toute façon sacrifiée sur l'autel des accords. Mais ses dernières résistances, fausses manières et alibis ne sauront à court terme cacher le sacrifice d'un mouvement pour des raisons très personnelles et affairistes que finalement les trois autres mouvances auront mis en échec par le plus grand des hasards.

Mais le plus problématique est la situation ridicule, aux yeux de la communauté internationale, dans laquelle se trouve aujourd'hui, la République Malgache à la veille de son 50e anniversaire.

Note de la rédaction: La présidence malgache, dans un communiqué du vendredi 27 novembre, énonce : *"les ministres sont en fonction conformément au décret 1260-2009"*

Source : <http://24heures.mg/31-ex-ministres-sans-premier.html>